Zeitschrift: Suisse magazine = Swiss magazine

Herausgeber: Suisse magazine

Band: - (2014)

Heft: 293-294

Artikel: L'exception économique suisse : pourquoi notre pays s'en sort mieux que les autres

Autor: Alliaume, Philippe

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-849306

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ÉCONOMIE

L'exception économique suisse

Pourquoi notre pays s'en sort mieux que les autres

par Philippe Alliaume

Contrairement à d'autres pays, la Suisse n'est pas une donneuse de leçons. Mais on peut tout de même s'interroger sur les raisons pour lesquelles ce petit pays incrusté au milieu d'une union économique à laquelle il n'appartient pas semble avoir bien mieux résisté à la crise générale.

Évacuons de suite deux fausses pistes. L'euro d'une part. Il y a 21 ans, lors des votations sur l'EEE, les milieux économiques annonçaient d'une seule voix que le refus de l'EEE provoquerait un effondrement du franc suisse. C'est tout le contraire qui est advenu et ce n'est d'ailleurs pas forcément un avantage, car la Suisse a dû ces dernières années lutter contre le renchérissement de sa monnaie qui devenait un lourd handicap pour les industries d'exportation et pour le tourisme. L'euro s'est depuis 15 ans largement diffusé en Suisse. Un certain nombre d'accords bilatéraux ont quelque peu réduit les fossés économiques. Le franc reste recherché pour sa stabilité. En ces périodes de crises bancaires, on apprécie aussi la certitude que les avoirs ne seront pas du jour au lendemain amputés d'autorité pour combler le déficit de l'État ou d'un système bancaire imprudent. Seconde fausse piste, la puissance fantasmée du secteur financier. Certes c'est un secteur économique développé en Suisse, mais il est loin d'occuper la place que certains de ses contempteurs lui prêtent. L'ensemble du secteur financier représente à peine 5 % des emplois du secteur des services, à peine 3 % de l'ensemble des emplois intérieurs. En termes de contribution à l'économie, c'est moins de 10 % de la valeur ajoutée qui sont créés par le secteur financier. Et il ne faut pas oublier que ces chiffres incluent les besoins intérieurs propres ainsi que le secteur de l'assurance (et de la réassurance) où la Suisse est très présente. Un employé sur deux des banques suisses est en poste à l'étranger, même si ce chiffre est sous pression. À titre de comparaison, le secteur industriel emploie 20 % des actifs, soit 6 fois plus, et le secteur chimie et pharmacie représente 40 % des exportations, avec l'avantage d'être certes soumis aux cycles économiques mais largement moins aux taux de change. La Suisse est un pays qui exporte, qui exporte beaucoup et qui en tire largement bénéfice.

Si les différences se mesurent par des indicateurs économiques, elles s'expliquent souvent par des facteurs culturels. Cabédita publie en cette fin d'année 2013 sous la signature de Georges Pop un ouvrage plein d'humour, *Les Français ne sont pas Suisses* (voir page 31). Écrit dans une langue riche et verte que n'aurait pas reniée Eusebio, le chanoine suisse de Michel Audiard, cet opus de 192 pages vous permettra de réviser vos connaissances sur toutes les comparaisons historiques ou hasardeuses qui ont pu être faites entre Suisses et Français. Il ne se lit pas d'une traite, et nécessite parfois d'y revenir, car chaque épithète et même chaque mot soigneusement choisis renvoient à un nouveau sous-entendu. Certes l'auteur est un immigré de seconde génération. Mais l'anecdote suivante au sujet d'amis suisses en vacances bretonnes ne le concerne en rien : « (...) le bonhomme s'était penché vers eux, le sourcil en circonflexe et l'œil rond, pour les féliciter sur un ton débonnaire et paternel de la très bonne qualité pour des Suisses de leur français… Quelque peu abasourdis, mes amis avait pris le parti d'en rigoler discrètement avant de lui répondre sur un ton malicieusement didactique : Mais vous savez, nous parlons AUSSI le français en Suisse ! Ébahissement et mécompréhension de l'aubergiste… ».

Un apprentissage performant

Ce n'est donc définitivement pas de ce côté là qu'il faut chercher l'explication à un taux de chômage d'à peine plus de 4 % (source BIT) qui s'est certes multiplié par 4 en 20 ans, mais qui fait encore rêver les voisins européens : à la notable exception de l'Autriche et des Pays-Bas, tous subissent des chiffres deux, trois, quatre fois plus élevés. Une des pistes apparaît lorsqu'on observe le taux de chômage des jeunes, 6 % en Suisse, jusqu'à 50 % chez ses voisins. De l'avis de nombre de dirigeants de grandes et petites entreprises suisses comme des responsables éducatifs et des analystes de l'IMD Lausanne (International Institute for Management Development), la réponse est à chercher du côté de l'apprentissage. En Suisse et sous d'autres formes en Allemagne et aux Pays-Bas, l'apprentissage est très loin d'être la voie de garage que l'Éducation Nationale française en a fait. 70 % des jeunes Suisses choisissent l'apprentissage, ce qui signifie des études plus courtes, plus concrètes, beaucoup moins de « décrocheurs » et surtout une intégration quasi-immédiate dans le monde du travail. Mais pour que cela fonctionne, il faut bien sûr que le secteur patronal joue le jeu, et en Suisse, il a compris que l'apprenti est un investissement qui ne peut en aucun cas servir de « variable d'ajustement » en cas de mauvaise conjoncture. L'apprentissage concerne toutes sortes de métiers, y compris bien entendu le secteur du commerce et des services. Cette place importante de l'apprentissage a un revers : bien que disposant de deux écoles polytechniques fédérales classées au plan international à un rang dont les grandes écoles françaises n'osent même plus rêver, la Suisse manque cruellement d'ingénieurs et doit en « importer » afin de répondre à la demande de l'industrie et des secteurs de haute technologie. Aujourd'hui en Suisse,

un actif sur quatre est d'origine étrangère, et 60 % des travailleurs étrangers sont des diplômés de l'enseignement supérieur.

La paix du travail

Toujours dans le secteur de l'emploi, alors que la France tente de mettre en œuvre une flexisécurité qui va se traduire par un embonpoint supplémentaire d'un code du travail qui compte déjà plus de 3 400 pages (4 000 articles), la loi suisse se contente d'un peu plus de 200 articles – 20 fois moins – pour régler les relations de travail. Certes, il faut comparer des choses comparables et le droit français doit encore être complété de plusieurs kilos de jurisprudence, alors que la Suisse fonctionne plutôt par conventions collectives et accords d'entreprise. Nous touchons là à un autre atout fondamental de l'économie suisse, une profonde culture du consensus (voir notre n° 223-224 pages 13-14 « Swiss way of management ») qui impose la discussion constructive avant l'épreuve de force et qui privilégie la solution pragmatique recherchée en commun plutôt que la victoire unilatérale à court terme. Peut-être retrouve-t-on ici les lointaines traces de la solidarité des paysans de montagne qui ne peuvent affronter la dureté des éléments qu'en préférant les intérêts de la communauté à ceux de l'individu. Bilan : 190 000 emplois créés ces derniers temps dans le secteur tertiaire. Emplois flexibles mais emplois.

La responsabilité individuelle

La Suisse, volontiers soupçonnée de pensées étroites, a aussi heureusement pensé petit en ce qui concerne son endettement et ses déficits. Sa dette publique ne représente qu'un tiers de son produit intérieur brut, proportionnellement trois fois moins qu'en France. La Suisse peut ainsi consacrer ses recettes fiscales à autre chose qu'au remboursement de sa propre dette tout en présentant des budgets équilibrés. Un fin observateur des relations franco-suisses le rappelait encore fin novembre : là où les autorités françaises ont en tête le bien de l'État, les autorités suisses ont en tête le bien du citoyen. L'État suisse est un moyen annexe et non une finalité. La Suisse se contente d'un État central minimaliste, renvoie la décision au niveau local et surtout confie à la responsabilité individuelle ce que l'État ferait sans doute moins bien. Les conséquences en temps de crise sont notables. Ce sont alors les citoyens qui votent les mesures de redressement économique, affirmant par là même leur soutien à un État qu'ils ne perçoivent pas comme étranger à leurs préoccupations ni déconnecté de leur quotidien.

Relevons également que, bien loin du conformisme qu'on lui prête parfois et à cause de l'importance attachée au consensus, la Suisse souffre largement moins que la France de la « pensée unique » parfois attribuée au nivellement intellectuel des élites moulées par l'ENA et autres corps. En Suisse, la « pensée minoritaire » complète et renforce la discussion avant que ne soit prise une décision collégiale que chacun s'efforcera de soutenir. Longuement mûrie, la décision est ensuite rapidement appliquée, ce qui s'avère souvent plus efficace que les décisions aussi rapidement prises que promptement abrogées.

Mais gardons-nous d'en conclure que le Sonderfall Schweiz détiendrait la solution miracle à tous les problèmes de ses voisins. Chaque pays a sa culture, son histoire et le système politique qui en découle. Profondément jacobine et attachée à l'État providence, même quand il devient complètement impécunieux, la France ne pourrait probablement pas adopter grand chose du système suisse. Puissent les puissants voisins de la Suisse adopter la même attitude et perdre l'habitude de vouloir imposer à la Suisse leurs propres schémas de pensée, notamment quand ils ne les appliquent qu'avec parcimonie à eux-mêmes. Napoléon avait réussi, mais c'était il y a longtemps, en se contentant d'une petite partie du territoire et en ne s'attardant pas trop. ■